

24 avril 2025 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Échange du Président de la République avec la presse depuis Madagascar.

Emmanuel MACRON

C'est dur de parler après là.

Journaliste

Oui, je sais.

Emmanuel MACRON

Je ne vais pas vous mentir, c'est assez émouvant.

Journaliste

Parce que vous étiez très ému pendant...

Emmanuel MACRON

Oui, c'était très émouvant.

Je veux d'abord remercier le président RAJOELINA pour cette visite d'État et ce que nous avons fait avec Madagascar et là remercier le père Pedro. C'était très émouvant d'être avec les enfants ici et la France aide ce magnifique travail, mais avoir en effet plus de 20 000 enfants qui sont ici scolarisés à Akamasoa.

C'est, je crois vous l'avez tous vécu, très bouleversant de lutter contre la pauvreté comme le fait le père Pedro et c'était pour nous un bonheur de finir cette visite d'État par ce moment avec les enfants et avec eux. Cette visite d'État a été aussi l'occasion d'abord de signer beaucoup d'accords, d'échanges sur le plan culturel, sur le plan économique, sur le plan politique avec Madagascar parce que cette relation, elle est profonde, elle est historique, elle est aussi nourrie par le lien humain. Je le rappelais hier, la plus grande communauté malgache à l'étranger est en France. Nous avons ici largement plus des 20 000 ressortissants qui sont enregistrés. Elles sont racines dans notre histoire et on a décidé, cette histoire, justement, de la reprendre ensemble.

J'étais ce matin au Palais du Rovala avec les ministres. Vous le savez, depuis 2017, on a engagé un travail de restitution. Il y a tout un travail historique, scientifique et culturel qui est engagé avec Madagascar que nous aurons fait avancer lors de cette visite, à la fois en visitant le Palais du Rovala et la couronne qui a été remise avec le dé de la reine, la dernière reine. Avec le retour des crânes Sakalava qui arriveront au mois d'août, et qui sont la traduction des règles d'une loi que nous avons fait passer en 2023, et aussi le fruit d'une coopération scientifique, muséale et culturelle entre les équipes françaises et malgaches, c'est un moment très important. Et puis des artistes, malgaches et nous l'avons décidé, vont faire tout un travail de création sur cette histoire commune pour avancer.

Je voulais aussi vous annoncer que nous avons décidé, avec le président RAJOELINA, ce matin, d'installer une commission mixte franco-malgache d'historiens autour de 1947 et des guerres de décolonisation et des atrocités qui ont été commises à cette époque qui reste encore une plaie très forte dans l'histoire, évidemment, de Madagascar, mais qui est aussi un moment de notre histoire commune qu'il faut rouvrir. Nous allons installer ensemble, de manière commune, ce travail.

Ensuite, ça a été un moment aussi de consolidation de nos liens politiques. Nous avons, en 2019, avec le président RAJOELINA, décidé d'une commission mixte pour les îles Éparses. Et nous avons annoncé qu'elle se réunirait le 30 juin prochain. Je crois que c'est une manière extrêmement pragmatique et positive d'avancer sur ce qui avait été très longtemps des différends entre nos deux pays pour aller purger et pour protéger justement notre espace naturel, ce que nous avons fait depuis 2019, ce que nous allons consolider au moment de l'UNOC et également pour protéger les chemins de pêche aux alentours contre les prédations et la pêche illicite.

Au-delà de ça, on a signé beaucoup d'accords bilatéraux, économiques pour le barrage hydroélectrique, pour les transports, pour la coopération en matière agroalimentaire avec la fourniture de blé, pour la coopération scientifique. Nous avons décidé aussi de faire travailler nos équipes sur une feuille de route commune autour de l'énergie, de l'agriculture, de l'éducation et de la santé.

Enfin, cette visite d'État a été l'occasion, après la séquence que nous avons eue hier, qui était formidable avec les Young Leaders, et puis un moment économique et une rencontre avec la communauté française ici, de tenir le sommet de la Communauté de l'Océan Indien dont nous sommes membres et de pouvoir échanger sur la sécurité alimentaire qui est au cœur des coopérations que nous avons mises pour la COI.

Ça fait 40 ans que cette commission existe et qu'elle noue justement dans cette région du sud-ouest de l'océan Indien les partenariats entre justement la France à travers ses territoires, La Réunion et Mayotte, les Comores, Maurice, les Seychelles et Madagascar. Cet espace est absolument unique, c'est un espace de richesse économique, de biodiversité, culturel qui est extrêmement contesté et dans lequel nos coopérations sont importantes.

Je l'ai rappelé, coopération militaire et sécuritaire avec l'opération Tulipes en ce moment, ce qui est une des justifications de la présence française avec nos forces armées à La Réunion. Nous les augmentons d'un peu plus de 15 %. Dans l'opération Tulipes, on a plus de 500 militaires français qui sont engagés.

Coopération dans la lutte contre les événements climatiques et les réponses d'urgence et puis coopération en matière de sécurité alimentaire. D'ailleurs, nous l'avons vécu au moment des différents cyclones que nous avons pu vivre, où il y a eu une très grande solidarité alimentaire de toute la région. Et j'ai rappelé notre volonté, justement, de nouer des partenariats avec tous les pays de la région et d'avancer sur cet agenda commun de la COI.

Voilà les quelques mots que je voulais dire pour exprimer combien cette visite était importante à mes yeux. Et elle consacre cet agenda, justement, dans l'océan Indien, cet agenda indopacifique que la France porte depuis 2018. Dans cette région de la COI, on a près de 100 millions d'habitants qui sont là. C'est un marché qui est très puissant. C'est aussi une zone de très grande richesse qui est contestée, qui sera de plus en plus contestée. Et donc la présence de la France est importante par ses territoires, par aussi ses diasporas, ses binationaux. C'était pour moi important d'être là.

Journaliste

Monsieur le Président, vous n'avez pas réussi à faire avancer le dossier de Mayotte, de l'inclusion de Mayotte dans la COI. Est-ce que vous êtes reparti déçu ?

Emmanuel MACRON

Non, parce que nous l'avons posé, et je crois que c'était le but de cette visite, c'est-à-dire de sortir des hypocrisies. Nous avons une méthode qui est celle de l'honnêteté, de la bonne volonté et du pragmatisme.

C'est ce que j'ai dit ce matin, nous avons un différend avec l'Union des Comores qui ne reconnaît pas le caractère français de Mayotte, qui est le fruit, vous le savez, d'un choix exprimé par référendum, par le peuple mahorais qui a choisi lui-même d'être Français et de devenir département français. Donc je pense que c'est très important d'abord de restaurer les faits, la vérité historique dans un moment où il y a beaucoup de confusion et où certains utilisent cela pour justifier les impérialismes du moment et les guerres. Ce n'est pas le cas. Mayotte est française par le choix du peuple mahorais, un référendum très fort et un choix auquel tiennent les Mahoraises et les Mahorais que je salue.

Je n'ai pas fait le choix de la provocation. Nous connaissons nos différends. Ce sommet n'a pas été l'expression d'une découverte ou d'un changement de position. Mais au fond, j'ai dit au président Azali, dans une relation qui est respectueuse que nous avons depuis le début, vous parlez de coopération et de fraternité, allons jusqu'au bout. Quand il y a eu Chido, vous avez été dans la coopération avec Mayotte, vous avez livré de l'alimentation, c'est ce que nous voulons. Et au fond, il est juste, normal, que Mayotte fasse partie des territoires qui sont inclus dans la coopération et les programmes de la COI. D'ailleurs, dans la séquence huis clos, c'est ce que le consensus a dégagé.

Donc, nous allons finaliser le travail en bilatéral de manière respectueuse avec le président Azali. Mais mon objectif, il est simple, c'est qu'on puisse avoir Mayotte éligible au programme de la COI et en particulier, les programmes de sécurité alimentaire, grand programme que nous portons, là où la France représente 40 % du financement. C'est ce que j'ai expliqué et déployé dans la séquence à huis clos, ce qui a été, bien compris aussi par les collègues, et qui sont portés par cet esprit, parce que c'est ce que nous faisons avec Madagascar. On ne pousse pas nos différends, on les règle, pour le bien de tous. C'est ce qu'on fait avec Maurice, on les règle, on va faire une commission mixte, et c'est ce qu'on doit faire avec Les Comores.

Journaliste

Monsieur le Président, vous avez dénoncé, il y a quelques instants, dans votre discours, ici : « les armées folles qui veulent s'emparer de petits bouts de terre ». Pourtant, le président ZELENSKY, il y a quelques minutes, a dit que la pression n'est pas assez forte sur la Russie à un moment où les États-Unis s'apprêtent à, visiblement, reconnaître une Crimée russe. Est-ce qu'aujourd'hui, la paix s'éloigne ?

Emmanuel MACRON

D'abord, je ne veux parler pour personne. Vous savez, la position de la France, elle est constante. Elle ne changera pas. Nous sommes pour la souveraineté des peuples et pour l'intégrité territoriale, respectant le droit international. Il n'y a, d'ailleurs, pour la France, pas de double standard. Ça vaut pour l'Ukraine, ça vaut pour le Proche et Moyen-Orient, ça vaut pour le continent africain. Et je m'honore de cette position.

Donc nous continuerons à défendre le droit du peuple ukrainien à vivre en paix sur son territoire et dans ses frontières internationalement reconnues. C'est pourquoi nous avons toujours condamné la guerre d'agression russe.

Nous sommes à un moment où, j'espère, la paix pourra se bâtir, et je veux saluer les efforts faits par la diplomatie américaine. Mais je veux rappeler les faits, là aussi. Il y a un agresseur, la Russie, et un agressé, l'Ukraine. Il y a quelques semaines, sous l'impulsion américaine, le président ZELENSKY a fait un geste incroyable. Il a dit : « Je suis d'accord pour un cessez-le-feu inconditionnel ».

La seule chose que nous avons à faire, la seule chose, je l'ai redit au président Trump que j'ai eu il y a deux jours nuitamment, la seule chose, c'est qu'enfin, le président Poutine arrête de mentir. Quand le président Poutine parle aux négociateurs américains, il leur dit : « je veux la paix. » Quand il parle à la planète entière, il dit : « moi, je veux la paix. » Il continue de bombardier l'Ukraine. Il continue de tuer des vies en Ukraine. Il n'y a qu'une seule réponse qu'on attend. Est-ce que le président Poutine est d'accord pour un cessez-le-feu inconditionnel ? Les Américains l'ont proposé, les Européens le soutiennent, le président ZELENSKY a dit oui. Si le président POUTINE dit oui, les armes se taisent demain, les vies sont sauvées. La communauté internationale n'a qu'une chose à faire, et l'énervement américain ne doit se porter que sur une seule personne, le président POUTINE. Il doit répondre à la question qu'il leur pose. A ce moment-là, nous pourrions construire une paix juste, solide, durable, robuste, c'est-à-dire une paix qui permettra de trouver des concessions territoriales, des garanties de sécurité solides.

Mais au moment où je vous parle, ce n'est pas comme s'il ne s'était rien passé ces dernières semaines. Les Américains ont proposé quelque chose, les Ukrainiens ont dit oui, et nous, nous le soutenons. Il faut maintenant que la Russie donne sa réponse. Si la Russie dit je ne suis pas prêt à cessez-le-feu, elle aura menti au président américain, elle aura menti à tous ceux à qui elle dit qu'elle voulait la paix, et il faudra en tirer les conséquences. S'il dit oui, demain, nous avons à cessez-le-feu.

Moi, je ne veux pas aller dans les faux débats. Il n'y a qu'une seule voix maintenant à entendre et une seule réponse à entendre : est-ce que la Russie dit qu'elle fait le cessez-le-feu ? C'est tout.

Journaliste

Vous allez parler au président TRUMP ?

Emmanuel MACRON

Je lui ai parlé il y a 24 heures, dans la nuit d'avant-hier à hier.

Journaliste

Vous pensez qu'il peut infléchir sur sa position ? Ou il reste sur des positions difficilement conciliables avec celles des Européens ?

Emmanuel MACRON

Il veut trouver des accords, et je le respecte tout à fait. Il veut un accord de paix complet, c'est le négociateur aussi. Mais je remets les choses dans le bon ordre. Il ne peut pas y avoir d'accord de paix s'il n'y a pas déjà un accord sur ce qu'il a obtenu du président ZELENSKY, qui était une avancée très forte du président ZELENSKY.

Je le dis avec ici beaucoup de force, la première, la réponse qui est, si je puis dire, le commencement à tout, c'est le cessez-le-feu inconditionnel que les Russes doivent accepter.

Journaliste

Donc, pas de gel sur la ligne du cessez-le-feu, sur la ligne de front actuel ?

Emmanuel MACRON

Mais toutes les autres questions sont des questions qui relèvent d'une négociation de paix, qui doit ensuite se faire et qui prendront en compte les positions militaires, les questions territoriales, les questions sécuritaires. Mais alors même que la Russie continue de bombarder Kiev, on ne peut pas demander d'accepter ceci ou cela. Imaginez-vous à la place du président ZELENSKY, est-ce que vous pensez qu'il peut faire des gestes d'ouverture quand aujourd'hui sa capitale est bombardée ? Soyons raisonnables.

Journaliste

Monsieur le Président, vous parlez d'intégrité de territoire, mais Madagascar, justement, réclame cette intégrité de territoire concernant les Iles Éparses. Vous avez dit en 2019 que les îles Éparses sont la France. Est-ce que vous envisagez une restitution de ces îles ?

Emmanuel MACRON

Non. Ce que nous avons décidé de faire avec le président RAJOELINA, c'est d'avoir cette commission mixte, ce qui était inédit, et de dire justement, il y a eu des avis internationaux, tout ça a été fait, on sait.

Plutôt que de rester dans la confrontation de point de vue, nous allons nous concerter pour prendre les grandes décisions qui touchent les îles Éparses. Et donc on a mis en place cette commission, elle s'est réunie. Elle va d'ailleurs se réunir, nous en avons pris la décision ensemble, le 30 juin prochain à Paris, et en quelque sorte, on la gère ensemble, en bonne intelligence. Et c'est comme ça, je crois, qu'il faut faire. Et donc ces îles Éparses, elles ne doivent absolument pas être un sujet de différend entre Madagascar et la France.

On a tellement de défis, tellement de défis. Aider un pays qui a 80 % de sa population sous le seuil de pauvreté à réussir, c'est beaucoup plus important que revenir dans ces débats qui sont picrocholis.

Par contre, ce que nous devons faire, c'est réussir à le gérer de manière respectueuse. Et donc, on a classé, on protège, on protège ensemble. La France s'engage pour mettre à disposition aussi sa flotte pour assurer cette protection, mais on décide ensemble de manière respectueuse. On se respecte et on discute. C'est comme ça qu'on va continuer d'avancer. Pour moi, la bonne solution, c'est cette commission mixte. Au fond, c'est exactement l'illustration de nos discours de tout à l'heure, main dans la main, solidarité, ensemble.

Journaliste

Donc, Madagascar n'aura jamais la souveraineté sur ces Iles Éparses ?

Emmanuel MACRON

Mais, est-ce que vous pensez que la priorité aujourd'hui des Malagasys, c'est d'avoir la souveraineté ?

Journaliste

C'est ce que Madagascar demande.

Emmanuel MACRON

Madagascar, certains le demandent, d'autres non, il y a des désaccords. Par contre, je crois que ce que demande Madagascar, c'est d'avoir un partenaire qui les respecte. Ce que fait la France avec cette commission mixte, c'est d'avoir un partenaire qui l'aide à réussir ses vrais défis, qui sont plutôt celui de la sécurité alimentaire, de la réussite économique, de la sortie de la pauvreté, de la réussite éducative, et c'est ce qu'on fait.

Journaliste

Il y a des résolutions des Nations unies qui demandent à la France de restituer ces îles.

Emmanuel MACRON

Il y a des résolutions qui disent les deux choses, comme vous le savez si vous êtes honnête et transparente. Parce qu'on a décidé justement d'avancer, nous avons considéré ensemble, nous deux, présidents souverainement élus par chacun de nos peuples, d'avancer sur cette commission mixte. Je pense que c'est la meilleure solution.

Journaliste

Allez-vous retirer la Légion d'honneur à Nicolas SARKOZY s'il vous plaît ?

Emmanuel MACRON

Non. Je vais vous dire. Il y a des décisions de justice. Le Président de la République que je suis n'a pas à les commenter parce que je suis à la fois le garant de nos institutions et aussi d'une autorité judiciaire qui doit pouvoir agir de manière sereine.

Moi, je pense que c'est très important que les présidents, évidemment, et les anciens présidents soient respectés. Et donc, le Président de la République que je suis en tant que grand maître ne prendra aucune décision de ce type. Après, il y a un code, le grand chancelier est en train de regarder cela et de regarder ses marges de manœuvre. Mais moi, je pense qu'au moment même où le président SARKOZY a des procès qui sont en cours, où, certes, il a épuisé les voies de recours en France qui ont conduit à une condamnation, mais a un recours devant les autorités européennes, et compte tenu du fait qu'il a été élu président par le peuple souverain il y a maintenant un peu plus de 10 ans, je pense qu'il mérite le respect.

Il a mon respect, je crois qu'il a le respect du peuple français. De mon point de vue, de là où je suis, je pense que ça ne serait pas une bonne décision. Vous parlez des règles, je dis les règles, et maintenant, vous me demandez mon avis. Si la marge de manœuvre m'est donnée, je préférerais qu'un ancien président puisse rester là où il est dans l'ordre qui est le sien, parce que c'est quelque chose d'avoir été Président de la France. Ce n'est pas d'une décision de justice dont je vous parle. C'est une question de respect, et parce que je pense qu'il mérite ce respect. Et ensuite, il y a la justice qui passe son chemin, et il y a en effet les textes. Et ça, ça ne dépend pas de moi.

Journaliste

Monsieur le Président, en quelques mots, vous avez été réélu il y a trois ans, jour pour jour, en 2022.

Emmanuel MACRON

Imaginez-vous.

Journaliste

Hier, on a écouté votre discours, notamment devant les jeunes du Forum économique à Madagascar. Vous disiez, “ça fait 8 ans que j'occupe ces fonctions, il y a encore une montagne de choses à faire”.

Emmanuel MACRON

Oui.

Journaliste

En quelques mots, la montagne de choses à faire, qu'est-ce que c'est ? Est-ce que ça passe par une nouvelle dissolution ? Et est-ce que vous avez réfléchi plus sur ces référendums ?

Emmanuel MACRON

Non, alors d'abord, je ne ferai pas ici des commentaires. J'ai vu qu'un de vos confrères avait écrit n'importe quoi. Ce n'est pas sérieux de la part de Bloomberg d'avoir écrit ça en répétant ce que des gens qui, je ne sais pas où vous avez cette information, ont dit. Je n'ai jamais dit une telle chose ni envisagé une telle chose.

Ensuite, notre pays a d'immenses défis. Pas que notre pays, le continent européen, et regardez ici, le monde entier. Pourquoi ? Parce que notre monde, d'ailleurs depuis au fond, le covid, traverse des crises répétitives. Nous avons déjà le défi climatique et le défi de la lutte contre les inégalités. C'est ajouté à ça une pandémie qui a déstabilisé beaucoup de choses et une géopolitique qui s'est totalement dérégulée depuis 5 ans, on le voit bien, des guerres qui sont revenues sur le sol européen, une brutalité internationale, maintenant une guerre commerciale qui se rajoute. Et donc, de là où je suis, mon obsession pour les années qui viennent, ce sera de rendre la France plus forte, plus libre, plus indépendante au sein d'une Europe aussi plus forte, pour essayer justement de nous protéger de ces aléas internationaux, et donc de dire, regardons les choses, nous devons consolider notre modèle social, mais on doit pour ça réussir à être encore meilleur en recherche, en innovation, produire davantage, continuer à investir dans notre armée, dans la protection de nos frontières, parce que ce monde se dérègle, et donc, pour nos compatriotes et nos enfants, il faut nous protéger.

Et donc, je crois qu'il nous faut continuer à mener des grands chantiers qui sont très ambitieux et qui doivent embarquer tout le monde pour ne pas dépendre des autres. Et ça, je crois que c'est encore plus important qu'avant. Et peut-être que pendant des décennies, on a pu vivre dans une France, je dirais, où on croyait que tout était ouvert, qu'il y avait un doux commerce, qu'il n'y avait plus la guerre, et donc, voilà, les choses allaient bien se passer toutes seules. Ça n'est plus vrai. Et donc, il faut un moment de sursaut qui exige, de la part de tous, avec beaucoup d'unité et avec un consensus qui doit progressivement se forger, parce qu'on sait les différences, on sait la fragmentation qu'il y a dans notre vie politique.

Elle est là. Elle correspond aux divisions, aux doutes qu'il y a dans la société. Il faut les regarder en face. Et moi, je vais essayer de créer le maximum de consensus, d'unité pour agir.

Journaliste

C'est ça le référendum auquel vous faites allusion ?

Emmanuel MACRON

Je l'ai dit, ils viendront en temps voulu. Je ne vais pas ici annoncer un référendum. Mais les référendums peuvent être un instrument, l'action du Gouvernement doit l'être. Mais la prise de conscience aussi collective, le gouvernement fait sa part du travail et on doit continuer de le faire. C'est que notre pays a des grandes transformations à conduire et au-delà de ça, notre Europe a des grandes transformations à conduire si on veut moins dépendre des autres, et si on veut, pour nous-mêmes et pour céder à nos enfants, une France plus forte. Donc, on a un travail immense.

Journaliste

Ceux qui disent qu'en deux ans, on ne peut rien faire, où il n'y a pas de capacité à bouger...

Emmanuel MACRON

Je leur dis, ne perdez pas une semaine. Mais moi, je suis fasciné. Il y a toujours des gens qui vous disent, vous allez voir ce que vous allez voir. Quand je vais arriver, alors là, ça va chauffer. Mais venez. Mais vraiment, on n'a pas le droit d'attendre. Pas de cynisme, pas de faux-semblants. C'est maintenant qu'il faut agir. Et donc, ne perdons pas une minute. On n'a pas le droit de perdre une minute. Regardez tous les défis qui sont devant nous, ici, sur nos sols français, partout. Donc, on agit.

Moi, j'ai essayé depuis maintenant 8 ans, sans relâche, d'agir, et je continuerai d'agir. Et c'est ce qu'on doit. Vous savez, j'ai essayé de faire des choses bien, j'ai sans doute commis des erreurs, j'ai fait des choses qui, parfois, n'étaient pas comprises. C'est sans doute le cas de la dissolution. Je pensais qu'elle était nécessaire parce que je voyais les gens se diviser, la colère monter. Ça n'a pas été compris, mais j'espère réussir à la réunifier autour de cela et de ces voix plurielles qui, quand même, sont là et doivent travailler ensemble. Mais il y a une chose que je n'ai jamais faite. Je n'ai jamais fait semblant. Je n'ai jamais été cynique et je n'ai jamais calculé. Et je me suis toujours battu pour que, pour avoir le constat le plus lucide possible et avoir toujours de l'audace et dire à nos compatriotes, on y va. Et même quand des choses étaient parfois difficiles à faire. Et donc je nous dis à tous, on y va. Notre pays est un trésor.

Franchement, quand je vois le monde, la France est un pays d'une richesse, d'une force, avec une jeunesse, une capacité innovée. C'est fou. Je veux dire, il suffit de voyager pour voir combien on nous admire, on nous envie. Mais on doit bouger des choses. On doit bouger des choses. Parce que quand on regarde nos grands équilibres, si on reste comme on est aujourd'hui, ça nourrit d'ailleurs l'inquiétude que nos compatriotes sentent bien. Ils se disent, nos enfants vont moins bien vivre que nous. Il n'y a pas de fatalité si on a le sursaut. La vraie solidarité, c'est ça, c'est le vrai sens du collectif, c'est de dire : on est tous dans la même galère. Ce n'est pas une vraie galère, en fait, on est dans une situation qui a ses défis. Si on est lucide ensemble, qu'on accepte de voir les vrais problèmes et qu'on décide d'agir dans la même direction, on peut y arriver. Et donc, il y a quelques grandes transformations qu'on doit mener.

Journaliste

Quand Donald Trump dit que l'Ukraine a perdu la Crimée depuis des années, est-ce qu'il se trompe ? Est-ce qu'il fait le jeu de la Russie ?

Emmanuel MACRON

Non, il décrit une situation de faits. Mais est-ce que c'est notre rôle de décrire une situation de faits ? Il y a une armée qui a conquis depuis 2014, de manière totalement illégale, par la violence, et en tuant un territoire. C'est décrire une situation de faits, ce qu'il dit. Est-ce que pour autant, il faut en donner quitus ? Non, en tout cas, pas maintenant. Et ce n'est pas à nous de le faire, j'ai toujours dit, c'est à l'Ukraine et à ses représentants de dire cela. Donc, nous, notre rôle collectif, c'est ce qu'a engagé le président Trump, c'est de dire cessez-le-feu.

C'est pour ça que je vous dis : la seule chose, maintenant, c'est de se tourner vers les Russes : alors ce cessez-le-feu. Voilà.

Journaliste

Monsieur le Président, une dernière question pour Madagascar. Le cas de Paul Maillot a-t-il été évoqué avec votre homologue, RAJOELINA, ce franco-malgache ?

Emmanuel MACRON

Bien sûr qu'il a été évoqué. Et je veux ici dire à sa famille que nous faisons toutes les démarches dans le cadre qui convient, c'est-à-dire, si vous m'autorisez à le dire ainsi, en en parlant le moins possible directement à vous et en essayant de respecter, évidemment, la souveraineté malagasy le plus possible, mais en ayant plaidé pour aussi notre compatriote, certes, binational et pour sa famille. Voilà. Et donc j'espère qu'on trouvera les voies et moyens pour que les choses puissent s'améliorer.

Journaliste

Monsieur le Président, espérez-vous un pape français ?

Emmanuel MACRON

Alors, vous savez, je viens de parler de tous les projets que j'avais pour notre pays, et je me battraï jusqu'à la dernière seconde avec la même force, la même vigueur, oserai-je dire, en Président de la République laïque, la même foi, c'est-à-dire la confiance dans ce que nous sommes. Mais je ne m'en mêle pas des sujets du Vatican et des élections à venir. Je verrai nos cardinaux par attachement, fidélité, affection et par plaisir d'échanger. Mais je pense que ce n'est pas du tout le rôle d'un président de la République française de s'en mêler. Et je pense que c'est très bien ainsi. Le conclave a ses règles et elles iront jusqu'au bout. Et je le dis avec un infini respect pour cette grande institution.

En tout cas, j'ai une pensée pour le pape François en étant ici, je vois son visage. Je sais qu'il avait vécu des moments de grande joie. Et en vous quittant, je veux avoir un mot pour le moment de très grande humanité qu'on a partagé grâce au père Pedro et à tous ceux qui, ici, élèvent les enfants et la grande confiance dans cette jeunesse, la jeunesse malagasy, mais la jeunesse française aussi et tous nos jeunes.

Journaliste

Vous avez restitué l'ornement du dais royal, mais il n'y a pas de législation qui acte le transfert définitif de propriété d'État à État. Donc est-ce que c'est une vraie restitution ?

Emmanuel MACRON

Oui, c'est une vraie restitution. Et tout ça sera complété comme on a fait la loi cadre 2023. Donc, je vous le confirme, c'est une vraie restitution. Et tout cela sera finalisé et par le comité scientifique et par tous les textes qui s'imposent. Je vous le confirme.

Journaliste

Non, mais vous avez remis l'ornement du dais royal en 2020. On est en 2025, il n'y a toujours pas de législation.

Emmanuel MACRON

C'est normal parce qu'il n'y avait pas de loi cadre possible pour cela. Donc après, c'est du cas par cas. Et donc tous les textes seront pris, qui le permettent, je vous rassure. Merci beaucoup.